

LUTTER CONTRE L'EXTREME DROITE : UNE TACHE PRIORITAIRE DU SYNDICALISME

L'extrême-droite aime à se présenter comme « proche du peuple » ou « antilibérale », seule à lutter contre « le système ». Il n'y a rien de plus faux. A chaque grand mouvement social, elle a toujours été contre les grévistes et a défendu le système, comme en 2010 quand elle trouvait que la réforme des retraites n'allait pas assez loin. Pour elle, les grèves sont manipulées par les syndicats qualifiés de « mondialistes » ! Amalgame entre patronat d'un côté, syndicats, associations et partis de gauche de l'autre qui ne défendent absolument pas la même vision du monde.

Sur les retraites par exemple, le FN défendait début 2013 l'allongement de la durée de cotisations. Changement de cap en cours d'année : le voilà contre les réformes de 2010 et contre celle de 2013 avec des arguments qu'il reprend justement aux syndicats qu'il vomit par ailleurs. Mais chassez le naturel, il revient au galop, comme solution il propose de relancer la natalité en remettant en cause les droits des femmes et de virer les immigrés !

En matière de sécurité sociale, il entend « équilibrer les comptes » mais sans jamais s'attaquer au capital, sinon pour le taxer autant que les salariés. Faire payer la population autant que les riches c'est encore prendre les salariés et chômeurs pour des vaches à lait ! Et il exclut de la protection sociale les étrangers qui pourtant paient des impôts en France mais pas les expatriés français qui paient leurs impôts à l'étranger.

A travers ces deux exemples on voit que le FN est d'abord l'ennemi des salariés. Il est important pour les syndicats de le combattre et de dénoncer ses pseudo-solutions. Le mouvement syndical a même une responsabilité particulière car, dégagé des enjeux électoraux qui pourrissent le débat à ce sujet dans la gauche politique, il a toute légitimité à mener ce combat, dans l'unité la plus large et sans chercher de « responsables » ou de « coupables », mais en faisant entendre la voix du salariat. La FSU, avec la CGT, Solidaires et l'UNEF, a commencé ce travail, notamment par l'initiative du 29 janvier. Il faut le poursuivre et l'élargir : la lutte contre l'extrême-droite n'est pas un « supplément d'âme », elle doit être au cœur de notre stratégie syndicale.

Olivier Sillam (EE), Hervé Le Fiblec (UA),
membres du Bureau national